

Les mines de fer de Moselle et la Seconde Guerre mondiale

La présence de minerai de fer dans son sous-sol a permis à la Moselle de se développer considérablement pendant la révolution industrielle. C'est surtout pendant l'annexion allemande, à partir de 1871, que les mines de fer se multiplient. En effet, le procédé THOMAS de traitement du minerai inventé en 1877 permet l'utilisation du minerai de fer phosphoreux lorrain pour fabriquer de la fonte. Le fer fait alors la richesse de la Moselle mais il est aussi responsable de ses malheurs. Cette ressource stratégique est essentielle pour les premières sociétés industrielles et la Moselle se balance ainsi entre la France et l'Allemagne au gré des victoires et des traités. Département frontière, espace industrialisé, territoire convoité, la Moselle forge son originalité. Alors que le bruit des bottes de l'Allemagne hitlérienne fait trembler l'Europe, comment les mines de fer de la Moselle vont-elles traverser le second conflit mondial ? Aborder l'histoire des mines de fer nécessite une grande ouverture et l'étude de thèmes très variés depuis les enjeux géostratégiques liés au fer, en passant par l'organisation de l'administration, les méthodes de production, jusqu'aux mineurs et à leurs conditions de vie. L'histoire politique, économique et sociale s'entremêle afin d'avoir une vision d'ensemble de l'exploitation, par le régime national-socialiste, d'une matière première essentielle en même temps que l'annexion de la Moselle au Reich.

Les enjeux économiques allemands et le fer lorrain

On distingue deux zones fortement industrialisées en Allemagne : la Ruhr et la Sarre. L'industrie de la Ruhr s'est surtout développée grâce au charbon et à des réserves de fer peu importantes. Les industriels ont recours à des importations de minerai depuis la Belgique, le Luxembourg et la Moselle allemande entre 1870 et 1914. Lors du partage des concessions de Moselle, ils avaient acquis des zones exploitables qu'ils mirent en valeur une fois que les mines de la Ruhr commencèrent à s'épuiser. En 1913 la Moselle extrait 60% du minerai de fer allemand et un quart de ce minerai est transformé dans la Ruhr et en Sarre. L'apport mosellan est une fraction de la consommation de la sidérurgie allemande qui importe aussi du minerai de Meurthe-et-Moselle, d'Espagne ou de Suède¹. Par ailleurs la sidérurgie de la Ruhr préfère de loin le minerai de fer de Suède qu'elle importe par voie maritime puis fluviale en utilisant la voie de communication naturelle

que constitue le Rhin. De plus le minerai suédois est très riche en fer, de 60 à 80% et il ne contient pratiquement pas de phosphore ce qui rend sa transformation également plus rentable.

Déjà avant la Grande Guerre, les industriels allemands et sarrois avaient projeté de constituer un grand complexe sidérurgique rhéno-lorrain. Le fer lorrain aurait alors été associé au charbon de la Ruhr à l'image de la sidérurgie nord-américaine des Grands Lacs. Et l'occupation puis l'exploitation des mines de fer de Meurthe-Moselle pendant la guerre devait constituer une première étape à la création de cet important complexe. De même après l'accès au pouvoir du Führer, le *Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie* (l'Association industrielle économique de l'industrie sidérurgique) affirme que « les inquiétudes concernant l'approvisionnement en minerai se trouveraient écartées, aussitôt que les bassins miniers lorrain et

¹ ROTH François, *La Lorraine annexée, étude sur la présidence de Lorraine dans l'empire allemand 1870-1914*, Lille, service de reproduction des thèses de l'université, 1976.

luxembourgeois seraient tombés entre nos mains »². L'intégration du bassin ferrifère lorrain dans l'économie du Reich dépasse largement l'économie de guerre et doit constituer une extension industrielle à long terme dans une économie allemande tendant vers l'autarcie. Dans l'entre-deux-guerres, le gisement ferrifère lorrain était le plus grand

gisement de minerai de fer d'un seul tenant qui existait en Europe. Hitler sait aussi qu'en cas de guerre les livraisons de fer en provenance de Suède risquent d'être perturbées. Il fallait donc un gisement conséquent, proche de l'Allemagne et exploitable dans de bonnes conditions.

La guerre et l'occupation du bassin minier

Craignant une attaque allemande sur les provinces de l'Est, le gouvernement décide d'édifier un système de fortifications pour protéger la frontière. Les grands chantiers de la Ligne Maginot recourent la zone minière du nord de la Moselle et ont d'importantes conséquences sur les mines en cette période de crise. Comme dans les mines de fer, les chantiers accordent la priorité de l'embauche aux travailleurs français et la proportion d'étrangers sur les chantiers passe de 52 à 33%. Les travaux de fortification ont peut-être permis une sorte de reclassement pour les ouvriers des mines situées non loin de la Ligne Maginot et qui ont été licenciés. Certains autres partent d'eux-mêmes, attirés par un salaire plus élevé. Ce qui caractérise la main-d'œuvre de ces années est sa mobilité et sa volatilité. Mais on peut aussi penser que l'augmentation de la population dans les zones minières, due à l'afflux de main-d'œuvre affectée aux fortifications avant la crise, a pu aggraver les conditions de vie et le chômage surtout à partir de 1933, quand les chantiers de la Ligne Maginot subissent aussi un ralentissement³. En 1935 tous les ouvrages de la zone minière sont achevés, prêt à stopper l'armée allemande en cas de conflit. Dès le 30 août 1939, les autorités préfectorales envisagent l'évacuation des communes se trouvant dans la zone rouge, devenue un no man's land opérationnel⁴. Mais l'évacuation n'est effectuée que sur

ordre militaire après la mobilisation et la déclaration de guerre, du 1^{er} septembre 1939, à partir de 19 heures, jusqu'au 3 septembre. La plus grande partie des communes sont alors évacuées sauf les cités minières du nord de la Moselle, rattachées à la sidérurgie luxembourgeoise.

Le 10 mai au matin, les premières unités allemandes se dirigent du Luxembourg vers Volmerange-les-Mines, Aumetz, Audun-le-Tiche et Rédange. À partir du 12 mai les attaques contre les avant-postes de la Ligne Maginot se généralisent pour faire diversion et permettre aux colonnes allemandes de traverser le Luxembourg. Dès le matin du 12, les troupes françaises évacuent Audun-le-Tiche. Le génie, avant de se retirer, fait sauter un important stock d'explosifs de la mine Mont-Rouge, et par la suite l'artillerie du fort de Bréchain exécute aussi des destructions notamment le Viaduc et les puits de mine. Les Allemands restent alors sur leurs positions et pilonnent les secteurs fortifiés du plateau d'Aumetz. Des opérations militaires d'envergure se déroulent ailleurs. Du 12 mai au 20 mai les blindés allemands réussissent à atteindre la Mer du Nord. Le général Georges donne l'ordre, le 13 juin, de faire évacuer les ouvriers des usines lorraines, des mines de fer et de charbon encore en activité. En cas d'invasion allemande, les autorités militaires avaient prévu de saboter les mines de fer

² VOLKMANN Hans-Erich, «L'importance économique de la Lorraine pour le III^e Reich (compte tenu particulièrement de l'industrie de la Minette)», *Revue d'Histoire de la deuxième Guerre Mondiale*, octobre 1980, p. 71.

³ MICLO Laurent, *La Lorraine et la Ligne Maginot*, mémoire de maîtrise, Metz, 1972, p. 152.

⁴ HIEGEL Henri, *La Drôle de Guerre en Moselle*, Sarreguemines, Pierron, 1984, t.1, p. 105.

afin que ces installations ne puissent pas servir à l'économie de guerre allemande. L'état-major ne veut pas faire la même erreur qu'en 1914. Les mines et usines n'ont pas été bombardées et ont continué à produire pendant toute la durée du conflit. Le génie de l'armée française, tout d'abord, effectue une série de sabotages préventifs. En septembre 1939, lorsque la guerre est déclarée, il avait fait sauter certaines galeries passant sous des ouvrages de la Ligne Maginot pour que l'armée allemande n'effectue pas un travail de sape sous ceux-ci. C'est le cas de la galerie d'Errouville de la Mine Mont-Rouge à Audun-le-Tiche. Une fois que les populations civiles sont évacuées et que l'armée française s'est

repliée, l'artillerie des ouvrages de la Ligne Maginot, située près des communes minières, pilonne certaines installations. Par une manœuvre de contournement depuis Longuyon, en évitant la Ligne Maginot, les premières unités motorisées allemandes entrent dans Metz le 17 juin et le soir même, elles occupent Thionville. Les vallées industrielles de la Fensch et de l'Orne sont occupées par les Allemands dès le 16 juin. Le potentiel industriel de la Moselle passe alors sous la domination allemande. L'important complexe sidérurgique doit servir l'économie de guerre allemande, mais de quelle manière exploiter ces ressources stratégiques ?

L'organisation administrative de l'exploitation des richesses minières

Un conflit entre Ribbentrop et Göring éclate au sujet de la politique économique du Reich. Ce dernier commence alors à se préoccuper de l'organisation économique de l'Europe et veut s'imposer en tant que maître tout-puissant de l'économie au sens large. En effet, le *Reichsmarschall* semble déjà songer à la constitution d'un grand groupe industriel à son profit. Plus tard, le groupe prendra forme avec les *Hermann Göring Werke* (Usines Hermann Göring), industries étrangères saisies et directement dépendantes de l'autorité de Göring et qui pourraient alors devenir un bien personnel pour lui-même. Ribbentrop est obligé de s'incliner et Göring a donc les mains libres pour organiser l'économie de l'espace allemand élargi. Certains industriels, à l'instar de Hermann Röchling, n'ont pas attendu de recevoir de directives du ministère pour essayer de s'accaparer l'industrie mosellane et compléter ainsi leur patrimoine industriel. La famille Röchling est une vieille et puissante famille industrielle et ses membres occupent tous des places importantes dans le domaine de l'industrie allemande. Ils participent tous au Conseil de surveillance des usines de Voelklingen en Sarre, berceau de la Famille.

La « *Röchling'sche Stahlwerke A. G.* » avait pris place en Moselle durant la période de la première annexion, de 1870 à 1918. Au sujet des mines de fer, Röchling préconise une redistribution des richesses du sous-sol car il estime avoir été lésé lors des premiers partages des concessions minières. Il cherche à constituer un grand complexe sidérurgique en Sarre et en Moselle, mais il doit se contenter de ses fonctions de superviseur de l'industrie du fer en Lorraine. Göring réussit ainsi à imposer son autorité en matière de décisions économiques dans les territoires occupés. Il s'affirme par rapport aux autres ministères et fait face aux pressions des grands groupes industriels. Les possessions des De Wendel sont alors directement administrées par les *Hermann Göring Werke*.

Dans un premier temps le Gauleiter (gouverneur) Bürckel est responsable de toutes les questions qui touchent à la Moselle afin de l'assimiler au Reich dans un délai de dix ans. Il confie alors à Röchling la tâche d'établir un état des lieux de l'industrie de la Moselle à la fin de la guerre. L'industriel s'exécute et fournit à l'administration du Gauleiter une série de rapports. C'est alors que Göring affirme son autorité et organise ses propres services. En

Moselle, on ne procéda pas à des adjudications, et les biens des entreprises d'extraction furent séquestrés. Les mines de fer de Moselle furent toutes administrées uniformément pour le compte du Reich. Paul Raabe, représentant de Göring et directeur des Usines Hermann Göring, est désigné le 5 juillet 1940⁵ Directeur général du *Generalbeauftragte für die Eisenerzgewinnung und -verteilung* (Commissariat général pour l'extraction et la répartition du minerai de fer) pour le Luxembourg, la Moselle et la Meurthe-et-Moselle. Il est chargé du bon fonctionnement des mines et doit veiller à une juste répartition du minerai en fonction des besoins des usines et des priorités du plan quadriennal dans le cadre du dirigisme économique allemand. Le siège de cette institution se situe à la chambre du commerce de Metz au numéro 8 de la place du Roi-Georges alors rebaptisée « *Prinz Friedrich Karlplatz* »⁶. L'organisation de ce bureau est articulée en deux parties : l'une qui coordonne l'extraction du minerai (*Erzgewinnung*) et l'autre qui est chargée de la répartition du minerai (*Erzverteilung*).

Pour la partie extraction l'office est composé des délégués des sous-groupes qui ont leur siège dans des localités de ces sous-groupes. A première vue il n'est pas évident de gérer uniformément les mines de fer de Moselle car elles sont souvent liées à des usines et d'autres mines en Meurthe-et-Moselle et au Luxembourg. Par exemple les mines du Nord de la Moselle comme celles d'Audun-le-Tiche, Ottange ou Volmerange approvisionnent exclusivement les Usines d'Esch-sur-Alzette et Dudelange au Luxembourg⁷. La solution apportée par l'administration allemande fut de considérer tout le gisement de minerai lorrain comme un seul ensemble couvrant les départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et du Luxembourg. Afin d'administrer au mieux ces ressources, le gisement est divisé en cinq groupes. Il faut que ces Groupes aient une certaine cohérence, donc que les mines appartenant à un même groupe fournissent les mêmes usines. Par exemple le Groupe III «entre Fensch et Orne» couvre toutes les possessions de la famille de Wendel.

Organisation administrative du gisement de minerai de fer lorrain

La première tâche de l'Office est de remettre en état toutes les mines qui ont été endommagées par les événements militaires, soit par les troupes de la Wehrmacht, soit par les hommes du génie de l'armée française. Les sabotages opérés sur les mines de fer sont alors qualifiés par Hermann Röchling dans un article du *N.S.Z. Westmark* du 22 septembre 1940, de «rage destructrice française». Les sabotages ont été réalisés sur les installations les plus importantes de la mine, c'est-à-dire les puits, la centrale d'oxygène liquide, la salle des pompes et aussi les machines d'extraction et les

locomotives. Les premiers travaux consistent à réparer les installations électriques et les pompes qu'elles alimentent pour enrayer la montée des eaux⁸. Une fois que la mine n'est plus noyée, il s'agit de réparer toutes les infrastructures permettant l'extraction qui sont endommagées. Ainsi dans un deuxième temps les galeries, les puits, les voies ferrées et les bâtiments sont réparés. Les travaux de réparation commencent dès le mois de juillet 1940 et se prolongent jusqu'en mars 1942 pour les mines les plus touchées. A la mine de Wendel de Hayange l'extraction n'a pas

⁵ Archives Départementales de la Moselle (ADM) 1W462, *Tätigkeitsbericht des Generalbeauftragter für die Eisenerzgewinnung und -verteilung für die Gebiete Luxembourg und Löthringen* (Rapport d'activité de la commission générale pour l'extraction et la répartition du minerai de fer pour les régions du Luxembourg et de Lorraine).

⁶ ANNESER J., *Vautours sur la Lorraine*, Metz, Le Lorrain, 1948, p. 39.

⁷ Archives SAHLA (Société d'Archéologie et d'Histoire Locale Audunoise), Dossiers de comptabilité des mines du secteur d'Audun-le-Tiche, 1943.

cessé. Les mines de Wendel de Moyeuve sont aussi capables de produire dès juillet. En effet les possessions de la famille de Wendel sont peu touchées par les sabotages. En janvier 1941 vingt mines sur les vingt-sept que compte la Moselle sont à nouveau capables d'extraire du minerai. On peut constater que ce sont celles qui se trouvent au nord du bassin ferrifère qui sont le plus touchées directement par les opérations militaires. En ce qui concerne le coût des réparations, le *Generalbeauftragte* a investi d'importantes sommes. En effet dans le cadre du plan quadriennal, de considérables moyens sont consentis pour une exploitation intensive des ressources présentes sur le territoire contrôlé par le Reich. La remise en état de l'outil de production ne tient pas compte de la génération de profits car les mines sont gérées uniformément par un organisme d'Etat tout comme les usines Hermann Goering qui s'occupent d'administrer des secteurs déficitaires mais indispensables pour l'économie de guerre

En même temps que l'armée allemande, arrive un commando pour l'administration de l'économie de l'armement qui réquisitionne les matières premières nécessaires à l'armée⁹. Il fait alors l'inventaire des réserves restantes sur le carreau des mines de fer. Une fois les chemins de fer réparés, le minerai peut être expédié vers les usines. L'exploitant calcule à tout moment sa stratégie d'exploitation pour qu'en fonction des réserves du gisement le bénéfice total actualisé soit

maximum. On privilégie donc la création d'un bénéfice à court terme par rapport à un bénéfice plus important, mais étalé dans le temps. Cela se traduit par l'abandon d'une partie des réserves rentables au profit de l'exploitation rapide des parties les plus riches. A cause d'un besoin important de fer dans les plus brefs délais, les ingénieurs allemands responsables de la gestion des mines pratiquent la méthode de l'écémage à outrance. Les Allemands investissent massivement pour augmenter la production. D'abord pour remettre en marche la totalité du bassin puis pour continuer la mécanisation. Grâce à ces importants efforts réalisés par les autorités allemandes, la production des mines de fer de Moselle atteint presque 15 millions de tonnes en 1943. En trois ans, les Allemands réussissent à dépasser la production de 1938 mais dès 1944 la production retombe. On constate une baisse de la production mensuelle dès l'année 1942 à la mine d'Angevillers due à une mauvaise gestion du gisement et par le remplacement de mineurs expérimentés, recrutés dans la Wehrmacht, par des prisonniers soviétiques¹⁰. On peut alors penser que la production aurait continué à augmenter mais plus lentement. De plus quelques mines de Moselle et de Meurthe-et-Moselle ne sont plus utilisées pour extraire du minerai et sont aménagées en usines souterraines au moment où l'industrie allemande se trouve à la merci des raids aériens alliés.

Les conditions de travail des mineurs

La déclaration de guerre et la mobilisation, en septembre 1939, provoquent le départ d'une partie du personnel des mines. Au début de l'occupation allemande, les mines de fer ne souffrent pas d'un manque de personnel, malgré l'absence d'une partie de la population qui a été évacuée, car les mines

sont endommagées et les usines tournent au ralenti. Lorsque la production de minerai redémarre, ces travailleurs envoyés dans l'*Altreich* sont rappelés pour reprendre leur travail à la mine. Quant aux mineurs qui ont été évacués, ils réintègrent leur poste à la mine au rythme des dénoyages. Mais à partir de la campagne de Russie en 1941, les

⁹ VOLKMANN Hans-Erich, *L'importance économique de la Lorraine pour le III^e Reich*, op. cit., p. 73.

¹⁰ AMT 53 SI 1-152.

Mosellans et les Alsaciens, devenus autoritairement allemands, sont incorporés de force dans la Wehrmacht. Ils sont alors remplacés soit par des Français soumis au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), soit par des prisonniers de guerre polonais et russes appelés alors *Ostarbeiter* (travailleurs de l'Est). On observe dans l'ensemble des mines de fer une grande diversité de travailleurs, par exemple en février 1942 à la mine Mont-Rouge d'Audun-le-Tiche, pas moins de 16 nationalités sont représentées au fond de la mine.

Par le règlement du 4 juin 1942¹¹, les personnes employées au fond ou au puits, voient leur temps de travail légal rallongé. A présent, elles doivent travailler 8h45 au lieu de 8h à cause d'éventuelles diminutions du temps de travail dans telles circonstances, comme le mauvais temps provoquant l'inondation de certains chantiers. En outre, les mineurs ne perçoivent par de prime lorsqu'ils travaillent le dimanche. On peut estimer le salaire des mineurs entre 150 et 200 Reichsmarks par mois. Une taxe de 15% est prélevée sur les salaires des travailleurs polonais ou russes. Cette retenue sur salaire provoque des revendications de la part des gens de l'est, établis en Lorraine depuis des décennies parfois. Dans tous les cas, les mineurs se plaignent d'un pouvoir d'achat

trop faible et veulent être informés des tarifs légaux en vigueur ainsi que des prestations sociales¹². Le personnel de la mine trouve que la prestation maladie qui s'élève à 3 RM par jour est insuffisante. Les familles se trouvent alors dans la misère en cas de longue maladie. Les ouvriers perçoivent également une allocation enfant de 10 RM par enfant de moins de 14 ans qui est payée tous les deux mois.

La situation est particulièrement difficile pour les mineurs qui ont été évacués. Lorsque ceux-ci rentrent chez eux, ils retrouvent leur logement pillé par les troupes françaises pendant la drôle de guerre, par les Allemands et aussi par des habitants des villages voisins non évacués ou du même village, parfois. Les mineurs reçoivent ainsi à la mi-1941 une avance d'argent pour dommage de guerre et des bons pour renouveler les habits perdus pendant l'évacuation¹³. La mine fournit aussi aux mineurs des vêtements de travail, chaussures et casques. Des rations alimentaires sont distribuées pour les travaux longs et pénibles au fond de la mine. Du savon est aussi donné aux travailleurs. Malgré les conditions de vie difficiles, certains mineurs trouvent que les Allemands ont plus de considération pour les ouvriers que les Français.¹⁴

Les prisonniers soviétiques

Déjà lors de la Première Guerre mondiale, les Allemands avaient eu recours à l'emploi de prisonniers russes dans les mines de fer de Lorraine. Au début de l'offensive, les nazis se soucient peu du sort de ces populations de «race inférieure». Alors que la guerre dure plus longtemps que prévu, ils déplorent la mort des détenus qui privent ainsi l'Allemagne d'une main-d'œuvre bon marché. Désormais, les plus

robustes des prisonniers russes auront droit à des rations de nourriture pour pouvoir travailler. Ainsi, fin 1944, il y a environ 750 000 prisonniers affectés dans les fermes, mines et usines du Reich dont 200 000 pour les mines. Le *Generalbeauftragte* demande aux différentes mines qui se voient attribuer des travailleurs forcés russes, de construire un camp pour les accueillir. Les consignes pour l'édification de ces installations sont

¹¹ ADM 1W603, *Verordnung über die Arbeitszeit und Entlohnung der im Erzbergbau in Lothringen beschäftigten Gefolgschaftsmitglieder*.

¹² WOLFGANGER Dieter, *Nazification de la Lorraine mosellane*, Sarreguemines, Pierron, 1982, p. 76.

¹³ ADM 1W603, visites d'entreprises en Lorraine par Eugène Foulé, 5 6 et 7 août 1941.

¹⁴ WILMOUTH Philippe, *Chroniques de la deuxième Guerre Mondiale dans la vallée de l'Orne*, AS.CO.ME.MO. 1939-1945, 2001.

très précises. Les plans des baraquements standardisés viennent directement de Berlin. L'achèvement de ces camps est prévu pour le 15 septembre 1942 mais les aménagements se prolongent jusqu'à la fin de l'année, retardant ainsi l'arrivée des Russes. La mine de Moyeuve accueille ses prisonniers à partir du 5 septembre 1942. Ils doivent charger le minerai dans les berlines, le travail le plus pénible. De plus, une certaine quantité de minerai leur est imposée. Ils doivent charger de huit à dix berlines par poste. Si le travail n'est pas terminé à la fin du poste, ils restent au fond jusqu'à ce que le quota soit atteint. Ainsi la durée des journées de travail est variable de 10 heures à 12 heures.

Voici un extrait du témoignage de M. Petoukh, ancien travailleur forcé ukrainien à la mine Houtte d'Audun-le-Tiche : « Tous les jours c'était la même chose : un liquide très clair, on voyait le fond, où flottait du chou et du rutabaga grossièrement coupés, et de temps en temps des pommes de terre. (...) A dîner, on nous donnait la même chose, sauf qu'il y avait un peu plus de semoule. Très rarement on avait des pommes de terre en robe des champs, mais même là il y en avait beaucoup de pourries. Le soir on avait droit, comme les mineurs, au pain, au beurre et au saucisson. Une petite boule de pain pour deux. (...) Parfois, après le travail, on réussissait à s'enfuir en ville, à Esch, pour quémander. On allait dans le quartier ouvrier en banlieue, on s'installait sous un arbre en ayant l'air d'attendre quelqu'un. A un moment il y avait un gamin qui passait en faisant un signe et un peu plus loin posait un petit paquet avec une tartine. Un peu plus tard un autre enfant nous fait signe qu'il veut donner quelque chose, il s'éloigne, pose son paquet et s'en va sans se retourner. Ils avaient peur de la police secrète. On ramassait 10 à 15 paquets et on se dépêchait de rentrer au camp par un sentier à travers bois. »

Les Russes ne travaillent pas gratuitement. Ils sont rémunérés pour leur travail mais d'une manière un peu particulière. Les salaires sont exprimés en Reichsmarks mais l'Allemagne émet des billets spéciaux qui n'ont cours que dans les camps de prisonniers. Chacun reçoit en début de mois, pour le mois écoulé, une somme de 0,20 RM par jour de travail, en monnaie du camp. Entre-temps le décompte des salaires est effectué par les services allemands de l'Administration de Mines de Metz. Le salaire des prisonniers russes est fixé par poste à 60 % du salaire d'un chargeur. Sur ce salaire, leur sont déduits les frais de nourriture, de logement,



M. Petoukh, travailleur forcé ukrainien en Lorraine

d'habillement et le reste est prélevé par le Reich qui leur reverse environs 6 % de leur rémunération brute¹⁵. Ainsi sur un revenu de 84 RM mensuel, le prisonnier percevait 5 RM

¹⁵ BRENNEUR Pascal, *Les prisonniers russes dans les mines de fer lorraines (1941-1943)*, Les cahiers lorrains, 1989, N°1 mars, p. 57.

en monnaie des camps. Monsieur Petoukh se souvient qu'il recevait un peu plus de 2 RM ce qui lui permettait d'acheter un genre de sirop pour mélanger à l'eau. La copie d'une feuille de paie type, du camp de Moyeuivre-

Orne, reproduite par Pascal Brenneur dans son article, illustre parfaitement ce système de pseudo-salaires qui traduit un certain cynisme de la part de l'administration allemande.



Le problème des spoliations

Les documents allemands d'archives montrent que les actes de vente de fond de commerce, d'industrie ou d'immeuble sont assez tardifs. Mais, en général, ces actes comportent une clause de rétroactivité, englobant partiellement les périodes antérieures de gestion. Le spoliateur reçoit la gestion de l'affaire comme commissaire gérant ou comme locataire. Le bien spolié est seulement acquis par la suite. Ainsi, la méthode de spoliation est assez simple. Le spoliateur allemand gère et dégage des bénéfices avec lesquels il achète l'affaire. Aucun apport personnel n'est nécessaire

pour racheter une affaire par un versement unique dans une caisse du séquestre allemand. Le propriétaire dont le bien est spolié par un français est plus avantage, car dans la plupart des cas, il bénéficie d'une restitution presque toujours en nature d'éléments actifs déposés. Le spolié doit accepter la gestion allemande, et prendre en charge tout l'actif et le passif.

Ce n'est pas moins de 6 000 entreprises qui sont mises sous séquestre, représentant une somme de dix milliards de francs en 1939. De plus, 1 200 exploitations agricoles sont vendues, elles valaient en

1939 un milliard et demi. Pour les petites entreprises, leur matériel est liquidé avant qu'elles ne soient supprimées. Les grandes industries quant à elles, sont gérées par des spécialistes, comme les mines de fer dirigées par des ingénieurs des mines allemands. D'autres usines sont gérées par de grands organismes privés, comme la firme *Röchling*, ou public comme les *Reichswerke Hermann Göring*. Les Allemands nomment aussi des *Stillhaltenkommissar* pour liquider les biens des syndicats, des associations civiles et religieuses. Après plusieurs années de travail, le délégué départemental de l'OBIP (Office pour les Biens et Intérêts Privés), M. Mouchonnat, déclare dans le *Républicain lorrain*, en janvier 1949, « qu'en définitive, non seulement l'occupation de la Moselle n'a rien rapporté au Reich, mais elle lui a coûté fort cher ». Il constate qu'il y a partout un déficit de gestion. Pour pallier ces déficits, le Trésor allemand doit avancer de l'argent et ainsi financer l'annexion de la Lorraine. Des sommes énormes sont dépensées par l'occupant, en pure perte, pour germaniser la Moselle dans un délai de dix ans, comme l'a

prévu Bürckel. Les dirigeants nazis voyaient grand et très loin. Ils ont ainsi investi beaucoup d'argent pour moderniser l'industrie, sans toutefois obtenir des rendements supérieurs. De même, la construction de fermes modèles a englouti des millions de Reichsmark. Au total l'OBIP évalue de 50 à 60 000 000 de RM investis en Moselle, chaque année d'occupation¹⁶. L'évaluation de l'état des mines et de l'usine par les ingénieurs s'effectue parallèlement au travail de l'expert comptable qui analyse les bilans financiers et les autres documents de comptabilité laissés par les Allemands. Ce long travail s'achève en 1951. Les spécialistes mandatés pour expertiser la *Société des forges et aciéries du Nord et de l'Est*, concluent qu'elle ne peut pas percevoir d'indemnités car les autorités allemandes ont réglé ses dettes qui sont supérieures au montant des spoliations. Les experts affirment, finalement, que « les décaissements de la gestion allemande, supérieurs au montant des spoliations alléguées, ont été utiles au patrimoine du spolié. »¹⁷

Des lendemains de guerre difficiles

En général, le matériel est excessivement fatigué par l'utilisation qu'en ont fait les Allemands pendant la guerre. L'occupant s'est contenté d'exploiter le gisement avec le matériel disponible, sans en effectuer la maintenance nécessaire. Les pièces mécaniques se sont usées jusqu'à la rupture, et les réparations de fortune effectuées ont plutôt un caractère provisoire. Les Allemands utilisent le matériel des mines abandonnées pour remplacer celui trop endommagé. Ils pratiquent ainsi le principe « production d'abord » et négligent l'entretien. Ainsi l'extraction est menée avec vigueur, laissant les mines dans un état déplorable¹⁸. Les différents chantiers sont

mal conduits et les dépilages mal effectués. Ces mauvaises méthodes d'exploitation laissent le gisement dans un mauvais état. L'extraction s'est faite sans vision sur le long terme, si bien que cette mauvaise gestion de l'espace exploité a entraîné une diminution des capacités de production. Au contraire de ce qui avait été pratiqué pendant la guerre 1914 -1918, les Allemands ne font rien pour améliorer les conditions techniques de l'exploitation minière, si ce n'est l'introduction de quelques chargeuses Salzgitter. Désireux avant tout de tirer le maximum de minerai, ils surexploitent les couches les plus riches, en abandonnant systématiquement les quartiers difficiles car

¹⁶ ADM 468w16, article du *Républicain Lorrain*, 18 janvier 49.

¹⁷ ADM 468W124.

¹⁸ Archives Municipales de Thionville, 53 Fi 1 à 152, Fonds de la Société lorraine minière et métallurgique, état comparatif des lieux entre juin 1940 et novembre 1944 (dont la mine d'Angevillers).

ils sont moins avantageux dans l'immédiate.

Ce qui caractérise le plus la période de l'après-guerre est, sans aucun doute, la modernisation des mines de fer. En dépit de leurs difficultés financières, les sociétés minières poursuivent l'effort de modernisation commencé avant la guerre. Tous les secteurs de la mine bénéficient des innovations techniques. En particulier le chargement, mécanisé dans les années trente, profite de l'introduction, dans les mines de Moselle, de machines américaines qui sont adaptées telles les chargeuses JOY. Ce type de chargeuse est le plus performant, avec un rendement de 500 tonnes par poste alors que les autres modèles comme les Estacades, Conway et Eimco, atteignent seulement 200 à 300 tonnes par poste. La mécanisation est rapide. Alors qu'en 1938 10% du chargement est mécanique, en 1948 c'est 50% du minerai qui est chargé mécaniquement, 53% en 1949 et 60% en 1950. La reprise de la sidérurgie est amorcée et la production et l'expédition de minerai de fer ne cessent de croître. Le plan Marshall,

voté par le parlement américain en 1948, contribue aussi à relancer les mines de fer. Bien que des crédits ne soient pas directement alloués aux mines de fer, l'aide financière apportée aux houillères et aux usines permet une reprise de l'activité sidérurgique. L'administration des mines de Moselle utilise également cet argent pour la création d'un grand projet commun pour toutes les mines de fer du bassin d'Ottange. Les ingénieurs travaillent sur un programme qu'ils appellent alors « le tunnel du Wampisch ». C'est une idée de galerie commune pour toutes les mines du bassin d'Ottange qui doit sortir le minerai vers la Moselle, dont la canalisation est prévue. Toutefois, il s'avère que ce concept a été étudié d'une façon trop hâtive, et les travaux, commencés au début de 1948, sont alors arrêtés après l'épuisement de la totalité des crédits. Sur les 20 km prévus initialement, seulement 800 mètres de galeries sont réalisés et quelques travaux de terrassement pour conduire la voie ferrée depuis le réseau SNCF jusqu'au tunnel¹⁹.

L'Allemagne nazie met en place, en Moselle un modèle qui a déjà fait ses preuves lors de l'annexion de la Tchécoslovaquie au Reich. Au-delà de l'idée reçue d'un simple pillage économique du département par les autorités allemandes, les responsables de l'économie allemande ont investi dans les mines de fer dans un objectif d'exploitation à long terme. Cependant, les circonstances et la poursuite de la guerre obligent les ingénieurs allemands à produire beaucoup et rapidement. Une fois la guerre terminée, on comprend l'importance des ressources stratégiques comme le fer dans les conflits impérialistes. L'expérience de la guerre fait prendre conscience à l'Etat de la nécessité de contrôler les ressources stratégiques et un certain nombre de secteurs sont nationalisés. On décide aussi, après la guerre, de rapprocher la France de l'Allemagne autour du secteur clé de la sidérurgie qui doit réunir et non plus diviser comme auparavant. La Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA) est ainsi créée : elle va servir de base à la création d'une Europe unie et pacifiée.

Pierre SEDEJ

Contact :
pierre.sedej@waika9.com

¹⁹ ADM, Rapport de l'ingénieur des mines au Conseil Général, 1950.